



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/280 portant mise en demeure
Société U LOGISTIQUE site VEGA – Carquefou
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 1511;

Vu la demande d'autorisation initiale par la SCA SYSTEME U OUEST situé à Carquefou ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2006 autorisant la société système U à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt frigorifique situé ZI Belle Etoile 8, rue de Véga à Carquefou (44 470).;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 26 août 2016 au profit de U LOGISTIQUE situé Rue 8 rue de Véga - 44470 Carquefou ;

Vu le point 4.3 C de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 qui précise que :

« L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre. »

Vu l'article 21 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 qui précise que :

« [...]

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

[...]

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification ».

Vu le point 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 qui précise que :

« [...]

En cas de dispositif de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

[...] »

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} août 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Les 2 anomalies relevées dans le rapport de vérification complète en date du 16-10-2023 n'ont pas été traitées ;
- Les orifices issus du confinement externe des eaux susceptibles d'être polluées ne sont pas munis d'un dispositif automatique d'obturation ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points 4.3 C et 6.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2014 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société U LOGISTIQUE de respecter les dispositions des articles 4.3 C et 6.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2014 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1 – La société U LOGISTIQUE, exploitant un entrepôt de matières combustibles sise 8 Rue de Véga sur le territoire de la commune de Carquefou, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 4.3 C de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2014, dans un délai de **3 mois** à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La société U LOGISTIQUE, exploitant un entrepôt de matières combustibles sise 8 Rue de Véga sur le territoire de la commune de Carquefou, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 6.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2014, dans un délai de **3 mois** à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Article 3 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 – Le présent arrêté sera notifié à la société U LOGISTIQUE par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Carquefou.

Article 7 – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Carquefou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 29 Août 2025

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


DOMINIQUE YANI

